

30 juin 2003

Numéro 25

La mondialisation

La mondialisation est-elle un processus que l'on peut modifier, arrêter, voire inverser? Le progrès technique parvient-t-il toujours à imposer son utilité économique, avec toutes les conséquences politiques, culturelles et sociales que cela peut avoir? Le professeur Kleinewefers de l'Université de Fribourg présente, dans le présent numéro, un exposé scientifique sur le thème de la mondialisation. Il y précise la notion de mondialisation, qui implique des processus historiques, et expose ses conséquences pour l'économie, la politique, le droit, la culture, la société ainsi que pour l'individu.

Un nouveau dossierpolitique sera consacré au thème de la mondialisation dans le courant du mois de septembre. Il mettra l'accent sur le nouveau cycle de négociations de Doha et sur les chances qu'il représente pour la Suisse.

L'importance de la mondialisation

Ses origines et les conséquences qu'on peut en attendre

Hennes Kleinewefers, Université de Fribourg

« Ici, aujourd'hui, commence une nouvelle époque de l'histoire mondiale à laquelle vous pourrez dire que vous avez participé».

Citation de J. W.v. Goethe, dans : La campagne de France, 1822

I. QU'EST-CE QUE LA MONDIALISATION? Aperçu

La mondialisation représente des processus et des tendances qui se manifestent en direction

- > d'une économie mondiale uniforme,
- > d'une opinion publique mondiale uniforme,
- > d'une politique mondiale uniforme,
- > d'un droit mondial uniforme,
- > d'une culture mondiale uniforme,

et surtout en direction d'une société mondiale uniforme.

Toutes ces expressions soulignent le caractère des processus et des tendances de la mondialisation dont les aspects partiels se sont manifestés très diversement. Aujourd'hui déjà, on peut parler d'un monde quasi uniformisé dans les deux domaines les plus fortement mondialisés, ceux de l'information et des marchés financiers, avec toutefois quelques réserves concernant certains pays. La plupart des secteurs de la société et de l'économie en sont encore bien loin, même s'ils progressent dans ce sens depuis une vingtaine d'années au moins, à un rythme parfois étonnant.

On attribue souvent un rôle clé à l'évolution de l'économie dans la mondialisation, même si l'apparition d'une opinion publique mondiale est vraisemblablement tout aussi importante du point de vue de la mondialisation de la politique, du droit, de la culture et de la société et si ses fondements dans les domaines de l'information et des techniques de communication ne sont que partiellement imputables à une évolution économique.

La constitution d'un marché mondial uniforme

Un marché mondial uniforme se caractériserait par des prix uniformes dans l'ensemble du monde, ce qui présuppose une information complète de tous les acteurs du marché sur tous les coûts des transactions et des transports. ¹

Il y a des biens ou des marchés pour lesquels ces conditions sont très largement remplies, indépendamment des interventions de caractère administratif des pays; c'est notamment le cas de nombreuses informations, des marchés monétaires et des capitaux, de toutes sortes de biens cotés en bourse sur le marché mondial et, on l'oublie souvent, de nombreux biens d'investissement.

Il existe toujours un grand nombre de biens pour lesquels il n'y a pas encore de marchés totalement uniformisés, mais sur lesquels l'information générale s'est énormément améliorée et propagée au cours de ces dernières déc ennies et où les coûts des transactions et des transports ont baissé de façon spectaculaire, ce qui tend à faire progresser l'uniformisation de ces marchés mondiaux. Chaque année, de nouveaux biens et services viennent s'ajouter à la liste de ceux pour lesquels cette évolution se vérifie.

L'uniformisation des marchés mondiaux se traduit par un spectaculaire renforcement de la concurrence. Les positions acquises doivent se mériter en permanence. Il devient de plus en plus difficile d'opérer des stratégies de niche. Et le fait de se tenir à l'écart du marché mondial coûte si cher qu'à la longue, cela devient intenable ; les pays socialistes notamment en ont fait l'expérience, avec les conséquences de politique mondiale que cela a entraîné.

¹ Il n'est pas nécessaire que ces conditions soient remplies sur tous les marchés. Des mouvements de facteurs peuvent se substituer aux mouvements de biens et inversement. Les facteurs immobiles peuvent, par des mouvements de biens et/ou par le mouvement des facteurs mobiles, être placés dans la concurrence indirecte, mais très efficace.

Non seulement les grandes entreprises, mais aussi les moyennes et les petites sont mesurées à l'aune du marché mondial et doivent y être présentes tant pour vendre que pour acheter. Pour ce faire, elles peuvent recourir à diverses stratégies propres à assouplir les liens entre les entreprises et leurs facteurs de production ainsi que leur lieu d'implantation.

L'énorme amélioration survenue dans l'information, aussi en termes de coûts, et la baisse des coûts des autres transactions sont notamment liées d'implantation. Un site est caractérisé par un faisceau de qualités qui, sous l'angle économique, sont considérées comme des biens. Meilleure est l'information d'un demandeur de site et plus les coûts des transactions relatives à un changement de site sont bas, plus la concurrence est vive entre les fournisseurs de sites. Les sites en soi demeurent absolument immobiles. Cependant, par le processus de mondialisation qui amène un marché uniforme, un site réunissant certaines qualités coûtera un prix uniforme. De même, on peut attendre partout, pour un certain prix, le même ensemble de qualités.

La même argumentation s'applique aux facteurs immobiles. La demande de facteurs n'implique plus nécessairement que ceux-ci soient présents sur place ou soient liés au lieu d'implantation. Si les conditions de l'information et les coûts des transactions sont favorables, les facteurs immobiles peuvent être placés dans une concurrence certes indirecte, mais non moins vive.

Cette évolution se produit pour des biens et services qui jusqu'il y a peu étaient encore considérés comme typiquement locaux et donc non soumis à la concurrence mondiale, comme par exemple la restauration (Mac Donald's), le commerce de détail (Wal-Mart, etc.), les services de conseils (PriceWaterhouseCoopers, etc.), la téléphonie, l'électricité, etc.; de nombreux domaines viendront encore s'ajouter à cette liste.

Statistiquement, l'intégration des marchés mondiaux présente les caractéristiques suivantes :

- depuis des décennies, les flux commerciaux progressent plus fortement que les produits nationaux,
- > depuis des décennies, le trafic des services progresse plus fortement que les échanges commerciaux,
- > depuis une vingtaine d'années, les investissements directs augmentent plus fortement que les échanges

- de biens et services, tandis que le rapport Feldstein-Horioka s'assouplit, ²
- depuis des années, les marchés monétaires et financiers progressent plus rapidement que les investissements directs et
- > l'information et la communication en temps réel a augmenté de manière spec taculaire et continue de le faire

Au vu des évolutions mentionnées ci-dessus, les migrations de main-d'œuvre sont actuellement relativement faibles dans le monde.³ Elles s'intensifient néanmoins aussi et au niveau des plus hautes qualifications dans certaines professions, un marché mondial digne de ce nom s'est déjà constitué.

Formation d'une opinion publique mondiale

La technique a rendu possibles une information et une communication bon marché et ubiquitaires et les intérêts économiques des fournisseurs d'information et de communication font que ces possibilités se réalisent.

On peut naturellement adopter une attitude critique quant à l'aspect culturel ou autre de ces avalanches d'information et de communication à l'échelle mondiale et quant à leur contenu. Mais cela ne change rien au phénomène en tant que tel.

L'information et la communication contribuent à la formation de l'opinion et les opinions ainsi formées s'ajoutent à l'offre d'information.

Les informations qui circulent dans le monde sont de plus en plus uniformes et les thèmes débattus se rapprochent aussi de plus en plus. Le fait que ce phénomène ne débouche pas nécessairement, en tout cas à court terme, sur des avis de plus en plus identiques, ne plaide pas contre la formation d'une opinion publique mondiale. L'uniformité n'a jamais été et n'est toujours pas non plus

² Cf. M. Feldstein and C. Horioka, Domestic Saving and International Capital Flows, Economic Journal, vol. 90, 1980, p. 314-329. Le rapport Feldstein-Horioka mesure le lien existant entre l'épargne nationale et les investissements nationaux. Plus ce rapport est étroit, plus le marché intérieur est séparé des marchés de capitaux étrangers, et vice versa. Ces vingt dernières années, ce thème a fait l'objet de nombreuses études théoriques et empiriques.

³ L'importance politique et économique des migrations a sans doute été beaucoup plus grande au 19e siècle, et en partie aussi après les deux guerres mondiales du 20e siècle, qu'au cours de ces cinquante dernières années. Cela pourrait toutefois bientôt changer.

une caractéristique absolue de l'opinion publique locale, régionale ou nationale.

L'intégration des anciens pays socialistes dans le courant d'information mondiale est un élément central qui, conjugué avec l'inefficacité économique de ces pays, a contribué à la chute des dictatures communistes.

Tendance au développement d'une politique mondiale uniforme

La mise en place d'un système mondial d'information et de communication n'est pas sans conséquences sur le plan politique. Il n'est plus guère de pays dans le monde qui puisse se permettre de ne pas tenir compte dans sa politique de l'opinion publique mondiale.

En son temps, les Américains ont déjà perdu la guerre du Vietnam sur les fronts de l'opinion publique, américaine et mondiale. A maints égards, il en a été de même pour les Russes en Afghanistan. La guerre du Golfe a été la première que l'opinion publique mondiale a pu suivre en direct sur le petit écran. Dans les pays démocratiques, la préparation, le type et la durée de la guerre sont très largement influencés par l'opinion publique nationale et mondiale. La réaction américaine aux attaques du 11 septembre 2001 n'est qu'un exemple parmi de nombreux autres de ce type de phénomène.

Mais l'influence de l'opinion mondiale ne se limite nullement aux questions de guerre et de paix. Parmi les autres thèmes importants figurent par exemple aussi la question des droits humains et de la démocratie.

C'est pourquoi les démocraties ne sont pas seules à redouter l'opinion mondiale, les dictatures la craignent aussi. Elles s'efforcent de l'infléchir en leur faveur et lui font souvent les plus larges concessions possibles. Il faut aussi mentionner à cet égard les pays socialistes dans la phase finale de leur régime. Les pays qui ne se soucient pas de l'opinion mondiale (ce fut par exemple le cas, pendant une période plus ou moins longue, de la Serbie, de l'Afghanistan, de l'Indonésie, de l'Irak, etc.) courent de gros risques. Car avec le temps, la sanction de l'opinion mondiale précède et conditionne la sanction politique, économique ou militaire.

Le retour étonnant sur le devant de la scène politique de l'ONU dont l'action avait été bloquée pendant toute la période de la guerre froide, la croissance de l'OTAN et de l'UE, le rôle de l'OSCE, de l'OMC, l'action des ONG actives

sur le plan international sont autant d'exemples typiques d'un besoin grandissant de s'exprimer et d'une expression effective dans la politique mondiale. Il est frappant de constater que cette forme d'expression n'est pas, ou en tout cas pas prioritairement, technique ou scientifique, mais qu'elle revêt un caractère principalement politique: dans un monde globalisé, même la dernière puissance mondiale qui reste, les Etats-Unis, ne peut se permettre sans autre de suivre une voie solitaire.

Tendance à l'uniformisation du droit mondial

La mondialisation économique présuppose un certain cadre juridique (Bretton Woods, GATT, OMC, etc.) et exerce une forte pression à l'harmonisation du droit afin d'abaisser les coûts des transactions. A cet égard, les projets régionaux d'intégration, d'ampleur et d'état d'avancement variables, peuvent se traduire par une harmonisation du droit importante.

L'UE a énormément harmonisé le droit en Europe occidentale. Les anciens pays socialistes et de nombreux pays émergents ont repris à leur compte, plus ou moins sérieusement et avec plus ou moins de succès, des régimes juridiques « occidentaux ».

Mais l'harmonisation du droit dépasse largement le domaine économique. Les droits de l'homme, la démocratie, le désarmement, les crimes de guerre et d'autres thèmes font l'objet d'une réglementation internationale, voire supranationale, croissante.

Tendance à l'uniformisation de la culture mondiale

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la culture américano-occidentale a fait un triomphe sans pareil dans le monde; celle-ci s'est propagée par le petit écran et le mouvement s'est encore sensiblement accéléré avec Internet et l'emprise de la langue anglaise comme instrument mondial de communication.

Tableau 1 : économie locale et régionale, internationale et mondiale

Ere préindustrielle	 échange lent de biens de grande qualité en faible quantités peu de mouvements de facteurs peu d'informations sur les divers sites et conditions de travail
Ere industrielle (internationalisation)	 > échange de plus en plus rapide de quantités de biens toujours plus importantes de tous niveaux de qualité > mouvements de capitaux allant en s'intensifiant et en s'accélérant, également réversibles : naissance de marchés internationaux de capitaux > malgré des migrations partielles considérables de maind'œuvre sur le long terme, maintien de la séparation nationale des marchés du travail > diffusion du savoir encore lente, mais allant en s'accélérant ⇒ concurrence internationale entre les entreprises sur des marchés plus ou moins imparfaitement liés entre eux
Mondialisation	 > marché mondial des biens et des services > marché mondial du capital > marché mondial du savoir > marché mondial du travail le plus qualifié > pleine transparence sur les diverses conditions de site et de vie ⇒ concurrence entre les entreprises sur un marché mondial uniformisé ⇒ concurrence internationale entre sites, avec pour conséquence une pression accrue sur l'équilibre atteint au bout du compte

Le monde voit, écoute et lit les mêmes nouvelles, voit les mêmes films, écoute la même musique, construit les mêmes fabriques, habitations et immeubles commerciaux, conduit les mêmes voitures, porte les mêmes vêtements et mange les mêmes hamburgers, etc. Naturellement, cette description est encore très excessive dans son caractère absolu, mais la tendance est incontestable. Sous la superficialité de la consommation quotidienne, on s'aperçoit que les structures familiales, les buts dans l'existence, les mentalités et les croyances sont proches, au moins aussi longtemps qu'ils ne font pas obstacle à la concurrence économique et politique.

Mais les processus techniques et économiques d'une part et les évolutions culturelles et sociales d'autre part se déroulent à des vitesses très différentes. Les premiers se mesurent presque en années, les dernières en revanche en décennies. Mise en perspective par rapport aux siècles de l'histoire occidentale, l'évolution du reste du monde présente déjà une forte accélération. Des retards dans l'adaptation culturelle et sociale se traduisent néanmoins

par des décalages⁴ insupportables, avec leur cortège de tensions entre personnes, sociétés et nations.

L'évaluation de la mondialisation

Voilà pour les principales tendances qui caractérisent la mondialisation technique et économique.

Mais l'appréciation positive ou négative de cette évolution est une toute autre question et ce serait mal interpréter la brève description ci-dessus que d'y voir l'apologie de la mondialisation.

La disparition des limites est toujours aussi synonyme de perte de repères et d'identité. L'uniformisation est aussi une perte de diversité, de tradition et à nouveau d'identité. Il ne fait pas de doute que l'abaissement des coûts des transactions et l'intensification de la concurrence soient sources d'une plus grande efficacité et produisent un plus grand bien-être. Mais cela ne veut pas dire, en tout cas à long terme, que tous sont gagnants. L'accroissement des chances et l'extension de la liberté vont toujours de pair avec des risques accrus et une plus grande insécurité. Et les questions de répartition liées à l'ensemble de ce processus sont encore très largement ouvertes à moyen et à long termes.

Il est compréhensible que ceux qui sont parmi les perdants de la mondialisation, que ce soit sur le plan culturel, politique ou économique, ou qui du moins croient en être aujourd'hui, jugent cette évolution négative. En revanche, la question reste ouverte, pour les sceptiques de la mondialisation, de savoir si la meilleure stratégie est celle de l'adaptation, de la contradiction du but visé, des améliorations et des mesures d'accompagnement ou celle consistant à se retirer du projet.⁵ La réponse à cette question n'est pas qu'une question de tempérament et de souffrance vécue. Elle dépend aussi de l'interprétation philosophico-historique que l'on donne mondialisation: est-ce un processus que l'on peut modifier, arrêter, voire hverser, comme on pense pouvoir le faire d'une prise de position idéaliste? Ou bien le progrès technique finit-il toujours par imposer son utilité économique, avec toutes ses conséquences politiques,

II. COMMENT EN EST-ON ARRIVE A LA MONDIALISATON? Trois étapes de relations économiques mondiales

Les relations économiques à large échelle existent depuis longtemps, mais jusqu'au 18^e siècle, leur importance pour le gros de la population, sur le plan quantitatif également, était bien moindre que celle de l'économie locale et régionale. L'ère du mercantilisme a débouché pour la première fois dans certains pays sur une sorte d'économie nationale (accompagnée d'une politique économique). Mais, dans la plupart des pays, l'internationalisation proprement dite de l'économie ne s'est produite dans toute son ampleur que suite à la révolution industrielle. Dans les pays les plus avancés, elle avait déjà atteint un degré étonnant⁶ qui, suite aux guerres et aux crises, n'a pu être réalisé à nouveau que plus de cinquante ans plus tard, après la renationalisation. Avec la mondialisation, les relations économiques mondiales ont atteint ces vingt dernières années un nouveau niveau de qualité.

Le tableau 1 donne un aperçu des trois grandes étapes du développement des relations économiques à grande échelle. Il ne satisfera pas l'historien en raison de son caractère simplifié, mais il suffit tout à fait aux besoins de cet exposé. Les causes de l'évolution des relations économiques à grande échelle sont plus importantes que les détails historiques de cette évolution; elle se subdivisent, en gros, en trois catégories : celles qui relèvent de la technique des transports (y compris la navigation), celles qui concernent les techniques de l'information et de la communication et celles qui sont liées à la politique.

Les progrès enregistrés dans la technique des transports

Les progrès de l'humanité dans les techniques de transports ont été relativement modestes dans leurs conséquences économiques jusqu'au début du 19 siècle. Les transports terrestres étaient toujours aussi difficiles que 2000 ans auparavant, ce qui limitait l'importance du transport maritime, déjà sensiblement amélioré. Depuis lors, le volume des transports, leur rapidité et leur sécurité se sont énormément accrus. Les progrès se sont réalisés en trois étapes dans les techniques de transport et les

culturelles et sociales dans le monde entier, ce qui correspondrait à une position matérialiste ?

⁴ Telle est la toile de fond de l'ouvrage de S.P. Huntington, Le choc des civilisations. L'auteur y voit le schéma central de la politique internationale du 21e siècle.

⁵ Cf. A.O. Hirschman, Abwanderung und Widerspruch (Emigration et contradiction), Tübingen 1974.

⁶ P. Bernholz, Globalisierung und Umstrukturierung der Wirtschaft: sind sie neu? Cours Walter-Adolf-Jöhr 2000, St-Gall 2000. K.H. O'Rourke and J.G. Williamson, Globalization and History: The Evolution of a Nineteenth-Century atlantic Economy, Cambridge (Mass.) 1999.

infrastructures s'y rapportant (bateau à vapeur dès 1807 et chemin de fer dès 1825 ; automobile dès 1885/86 ; avion dès 1903) ; les coûts des transports, même pour les marchandises en vrac de peu de valeur, ont tellement baissé qu'ils n'empêchent plus et n'entravent plus les échanges à grande échelle.

Les progrès des techniques de l'information et de la communication

La transmission d'informations indépendante des marchandises et du transport des personnes n'existe que depuis l'invention de la télégraphie (1837). Elle a réalisé des progrès gigantesques avec la télégraphie (1837), le téléphone (dès 1876), le télex (dès 1914), la radio (dès 1920), la télévision (dès 1925), le fax (dès 1975) et Internet (dès 1983).

Les informations doivent, avant ou après leur transmission, être saisies, stockées et traitées. Les principales étapes sont, depuis l'invention de l'imprimerie (1450, avec de nombreuses améliorations au 19e siècle), la photographie (dès 1837), le phonographe (dès 1877), le film (dès 1899), la machine à écrire (dès 1873), la machine à calculer (dès 1820), la machine à cartes perforées (dès 1890) et l'ordinateur (dès 1941).

Les progrès décisifs survenus au cours des 25 dernières années dans les techniques de l'information et de la communication concernent l'intégration des quatre fonctions que sont la saisie, le stockage, le traitement et la transmission ; le rendement s'est énormément accru à ce niveau et les coûts ont aussi beaucoup baissé.

Politique de libre- échange

Ce sont ces énormes progrès réalisés dans le domaine des transports et des techniques de l'information et de la communication qui ont créé le potentiel technique et économique de la mondialisation. Depuis la seconde guerre mondiale, la politique de libre-échange et d'intégration des pays occidentaux a facilité et accéléré sa réalisation.

Cette politique de libre-échange s'est développée en plusieurs étapes : il y a eu les Accords de Bretton Woods (1944) et les institutions qui en sont issues, notamment la Banque mondiale (1945) et le FMI (1945), le GATT (1947), devenu l'OMC (1995), le plan Marshall (1948-1952), l'OEEC (1948), devenue plus tard l'OCDE (1961), l'UEP (1950) ou l'AME (1958), la CEE (1957) ou la CE (1967) ou l'UE (1993) et l'AELE (1960). D'autres accords régionaux de libre-

échange viennent encore s'y ajouter, parmi lesquels l'ALENA (1992) est le plus important. Même si, depuis peu, la prolifération d'accords régionaux fait partiellement l'objet de critiques qui donnent la préférence à des accords mondiaux⁷, on ne saurait contester qu'en ce qui concerne ces cinquante dernières années, les accords régionaux ont dans l'ensemble beaucoup fait avancer le libre-échange.

A l'origine du renouvellement de la politique de libreéchange consécutive à la seconde guerre mondiale, il y a les conséquences économiques et politiques catastrophiques du mouvement de renationalisation qui s'est développé entre 1914 et 1945, avec ses efforts d'autarcie, son protectionnisme et son bilatéralisme discriminatoire reposant sur une économie planifiée. Jusqu'ici, les résultats d'une politique rénovée de libreéchange ont donné raison à ses promoteurs d'alors dans une mesure que personne n'aurait vraisemblablement considérée comme possible.

La question de savoir si l'histoire se serait déroulée différemment si, au lieu de favoriser une politique de libre-échange au lendemain de la seconde guerre mondiale, on avait tenté de poursuivre sur la voie du protectionnisme, est certes intéressante, mais purement spéculative. Si la politique de libre-échange était (et est toujours) nécessaire à la mondialisation, on aurait donc pu prévenir cette dernière en maintenant le protectionnisme. Pourrait-on, le cas échéant, arriver également à ce résultat aujourd'hui? Ou bien l'évolution de la technique auraitelle réussi à imposer le libre-échange et ainsi la mondialisation contre une politique qui s'en défendait, peut-être avec seulement un peu de retard? Revoilà, formulée autrement, la question historico-philosophique déjà posée à la fin du premier chapitre.

III. QUELLE SUITE DONNER A LA MONDIALISATION?

La réponse à la question ci-dessus sera décisive quant aux prévisions d'avenir concernant la mondialisation.

Après toutes les expériences accumulées, il ne sera plus possible d'oublier durablement le savoir existant et d'interdire les possibilités qu'il offre. Dans ce sens, la mondialisation apparaît donc comme un processus qui n'aurait pu être ni empêché, ni arrêté durablement, ni

⁷ Cf. par exemple J. Bhagwati, Free Trade Today, Princeton 2002 et D.A. Irwin, Free Trade under Fire, Princeton 2002.

inversé⁸ et qui selon toute vraisemblance n'en est qu'à ses débuts et se poursuivra au cours des prochaines décennies, même si certaines fluctuations de tendance sont possibles pour des raisons politiques.

Mondialisation et politique

Les conditions politiques de la poursuite de la mondialisation ou les fluctuations de tendance qui pourront se manifester seront sensiblement influencées par les facteurs suivants :

- > appréciation par la majorité des grandes démocraties du bilan des avantages et des inconvénients,
- > possibilité d'abandonner le processus,
- > avantages et inconvénients attendus d'une voie solitaire par rapport à la poursuite de l'adaptation,
- > améliorations et mesures d'accompagnement considérées comme possibles.

Même si l'on en venait au bout du compte à considérer la mondialisation comme un mal, l'adaptation, éventuellement couplée avec des mesures d'accompagnement, serait toujours un mal moindre que la voie solitaire dans un monde globalisé.

Il est cependant imaginable que certains pays, voire certains groupes de pays, tentent de sortir du processus de mondialisation. Mais ils ne tarderont sans doute pas à constater qu'ils ont opté pour un plus grand mal avec cette politique et réviseront leur choix.

La formation d'un cartel des principaux pays en vue d'empêcher ou de freiner la mondialisation est plutôt invraisemblable. Les attentes que les différents pays placent dans la mondialisation, et donc leurs intérêts, sont par trop différents.

Même si un tel cartel venait à se former, il se révélerait certainement instable pour des raisons bien connues liées à la théorie des cartels et par rapport au progrès technique susceptible de faire encore progresser la mondialisation.

On peut donc en déduire que l'évolution la plus vraisemblable sera la poursuite de la mondialisation. Il devrait certes y avoir des mesures d'accompagnement, surtout en politique de l'environnement et de la défense, et certaines tentatives de freinage attrayantes en raison de

leur aspect multifonctionnel (taxe Tobin et autres). Mais en raison de la fragilité du cartel qui devrait exister dans cette optique, elles ne tiendraient pas longtemps pour autant qu'elles soient appliquées. En outre, la mondialisation sera sans doute encore longtemps accompagnée des protestations verbales et violentes de ceux qui, à tort ou à raison, se sentent défavorisés par ce processus et/ou veulent faire de ce thème un instrument destiné à poursuivre d'autres buts.

IV. QUELLES SERONT LES CONSEQUENCES DE LA MONDIALISATION?

Nous l'avons vu, l'attitude politique adoptée à l'égard de la mondialisation dépend des avantages et des inconvénients attendus ou constatés, donc de ses conséquences. Il importe de préciser davantage les tendances énumérées au premier chapitre comme des caractéristiques générales de la mondialisation.

Cela fait un certain temps que les discussions sur les conséquences de la mondialisation vont bon train dans la science et le journalisme, dans les milieux politiques, mais aussi dans la rue. Il n'est pas possible, dans le cadre d'un bref aperçu général, d'entrer ici dans tous les détails. ¹⁰ Le tableau 2 ci-après fournit un aperçu représentatif, à défaut d'être exhaustif, des questions les plus fréquemment discutées. Une série de remarques d'ordre général s'imposent à ce sujet.

Anciens thèmes

Si l'on considère le tableau 2 d'un peu plus près, on s'aperçoit qu'il soulève des questions qui relèvent de thèmes bien connus depuis longtemps.

Sous l'étiquette « économie », on peut ranger les grands objectifs de la politique économique, à savoir efficacité, croissance, stabilité, sécurité, environnement et défense; le débat porte sur la question de savoir si, et dans quelle mesure, l'efficacité et la croissance vont à l'encontre des autres objectifs et ce que l'on pourrait faire, le cas échéant, pour y remédier. La concurrence mondiale, avec sa pression à l'efficacité, n'a fait qu'actualiser cet ancien débat et le renforcer; mais il n'est pas nouveau.

⁸ Les expériences de 1914 à 1945 ne contredisent pas ces thèses, mais d'un point de vue historique, cette trentaine d'années est une période brève.

⁹ Cf. à ce sujet par exemple G. Aschinger, Währungs- und Finanzkrisen, Munich 2001, p. 331 ss. et 337 ss.

¹⁰ Cf. aussi à ce sujet H. Kleinewefers, Globalisierungskritik I: Die Ängste der reichen Länder, Fribourg 2002 et H. Kleinewefers, Globalisierungskritik II: Die internationale Wirtschaftspolitik und die armen Länder, Fribourg 2002.

30 juin 2003

Tableau 2a : importants effets de la mondialisation souvent débattus

Large perspective						
Economie	Davantage d'inégalités salariales ? Davantage d'inégalités de revenus ? Avantages de répartition en faveur du capital ? 33%, voire 80% de chômeurs ? Marginalisation des personnes non qualifiées ? Davantage de concentration ? Davantage de crises ayant leur origine dans le secteur financier ? Davantage de problèmes d'environnement ? Davantage de croissance? Davantage de prospérité pour tous ? Davantage de prospérité pour tous ?	Droit	Criminalité internationale ? Perte de droits citoyens ? Droit uniformisé = droit étranger ? Davantage de sécurité du droit dans le monde ? Davantage de droits citoyens dans le monde ? Droit uniformisé = meilleur droit ? Davantage de solution internationale des conflits par le droit ? Le droit sous la pression de l'efficacité ?			
	Davantage de ressources pour la politique sociale ? Davantage d'emplois ? Davantage de moyens pour la politique de qualification ? Moins de force du marché ? Stabilisation et discipline par la spéculation ? Davantage de moyens pour la protection de l'environnement ? Davantage de chances pour les pays riches ? Davantage de chances pour les pays pauvres ? Sous-enchère sociale et environnementale ou avantages comparatifs ?	Culture	Perte de religion ? Perte de tradition ? Perte d'autorité ? Perte d'identité ? Pluralisation ou massification ? Individualisation ou massification ? Mutation des valeurs ? Primauté de la rationalité ? Matérialisme ? MacDonaldisation ? Perte de diversité ? Perte linguistique?			
Politique	Protectionnisme ou libre-échange éducatif? L'économie se retire-t-elle de la politique? L'économie domine-t-elle la politique? Davantage de concurrence entre les sites? Compétition: impôts, politique sociale, politique de l'environnement? Disparition du principe de l'efficacité? Davantage de démocratie et de souveraineté des citoyens? Moins d'interventions et de réglementations? Amélioration du rapport prix/performance? Davantage de principe d'équivalence? Perte de souveraineté nationale? Capacité de surmonter l'égoïsme national?	Société	Poursuite de l'urbanisation ? Poursuite de la mobilisation ? Nouvelle perte d'importance de la famille ? Change ments démographiques ? Davantage de migrations ? Davantage d'interdépendance associée à davantage d'anonymat et d'absence de liens ? Davantage de liberté associée à davantage de dépendance ? Davantage de désorientation associée à davantage de savoir ? Domination des qualifiés ? Exclusion des non-qualifiés ?			

Sous l'étiquette « politique » apparaît le vieux débat sur le rôle de l'Etat dans la société. La priorité revient-elle à l'Etat ou au sous-système de l'économie et de la société qui se réglemente de manière autonome ? La réponse dépend naturellement de l'importance que l'on attribue à l'efficacité et à la volonté mise à résoudre les problèmes. D'une part, la mondialisation impose de nouvelles restrictions à la politique; d'autre part, elle accentue vraisemblablement certains problèmes. La capacité de l'Etat à résoudre les problèmes va en diminuant. Cela signifie-t-il que certains problèmes deviennent insolubles et que la société se trouve ainsi exposée à des tensions supplémentaires? Ou bien cette évolution débouche-t-elle sur le renvoi des problèmes à la société susceptible de les résoudre plus efficacement que l'Etat de manière décentralisée et en faisant preuve de sens de l'innovation? A ce niveau aussi, la mondialisation engage un débat déjà amorcé depuis longtemps.

Sous l'étiquette « droit » sont regroupés les autres domaines de vie de la société ; il n'est donc pas nécessaire d'y revenir séparément.

Les sujets débattus à l'enseigne de la « culture » sont ceux qui forment le noyau dur de la critique culturelle depuis la révolution industrielle. Aucun n'est nouveau et il serait même légitime de se demander, dans les Etats-providence de l'Occident, si la mondialisation a véritablement rendu les problèmes plus urgents. Car c'est la culture occidentale qui semble s'imposer dans le monde. Le problème culturel ne se pose donc «que» pour les autres pays. Un autre aspect intéressant du débat est la prédominance des craintes de perdre des acquis. Du fait que la mondialisation crée des incitations et fait place à la nouveauté, l'écoute se perd.

La rubrique « société », comme celle de la culture, recouvre aussi des thèmes qui pour la plupart sont débattus depuis la révolution industrielle et portent sur la modernisation de la société. Là aussi, on peut se demander si la modernisation sociale s'est véritablement encore accélérée dans les Etats-providence occidentaux sous la pression de la mondialisation. Dans la plupart des autres pays, c'est sans doute le cas. Ce qui est frappant là aussi, c'est que les craintes de perdre dominent le débat et que les nouvelles formes de vie sociale qui se développent sont manifestement considérées comme de moindre valeur. La perception que l'on a du problème des différences de qualifications, avec ses conséquences économiques et sociales, est relativement nouvelle. A l'époque de

Tableau 1b: effets de la mondialisation – perspective individuelle

Davantage de liberté, davantage de risques ?

Davantage de solutions de rechange, moins de prévisibilité ?

Davantage d'autonomie, moins de stabilité?

Davantage d'individualisme, davantage d'isolement?

Nouvelles formes de stabilité temporaire dans l'instabilité ?

Davantage de liberté et d'individualisme, davantage de dépendance?

Davantage de différenciation fonctionnelle, perte de personnalité?

Davantage de mobilité, moins de liens, davantage de dépendance?

Davantage d'interdépendance, davantage d'anonymat?

Davantage de pluralité, davantage de choix?

Moins d'autorité, davantage de problèmes d'orientation?

Nouvelles formes d'autorité?

Davantage de frustration, davantage de violence?

Davantage de changement, moins de limites, moins d'identité?

Dévalorisation du savoir, perte de qualifications, perte d'orientation?

Apprentissage à vie : du plaisir à la contrainte ?

Savoir toujours plus, comprendre toujours moins?

Davantage de concurrence, moins de solidarité?

Davantage de rationalité, moins de sentiments ?

La mondialisation et le rythme des changements sont-ils excessifs par rapport à nos caractéristiques génétiques et aux possibilités de l'homme ?

l'euphorie pédagogique, il était «socialement incorrect» d'accepter comme un fait des différences persistantes de dons et de qualifications. Il semble que les choses soient en train de changer à cet égard, si bien que la discussion pourrait se concentrer sur une question intéressante: comment la société entend-elle aborder de problème ?

L'individu vit dans la situation économique, politique, juridique, culturelle et sociale esquissée ci-dessus et y trouve sa place au gré de ses dons et de son parcours de vie. Par conséquent, dans une perspective individuelle occidentale, ce débat n'apporte pas grand chose de nouveau. Là aussi, la mondialisation poursuit sur la lancée de la révolution industrielle; et là encore, on peut se demander si la mondialisation a réellement accéléré l'évolution des Etats-providence occidentaux, par opposition au « reste du monde ».

Les anciens fronts

Dès lors que l'on reprend d'anciens thèmes, les anciens fronts réapparaissent. C'est ainsi. Avec le débat entre les adversaires et les partisans de la mondialisation, on retrouve, dans le domaine économique, le vieux débat entre adversaires et partisans de l'économie de marché et, dans les domaines politique et juridique, celui entre les interventionnistes et les non-interventionnistes avec, comme c'était le cas dans le passé, de nombreuses nuances et positions intermédiaires. Il en est de même pour le débat culturel et social et en ce qui concerne les positions individuelles.

Le lecteur qui examinera les tableaux 2a et 2b, notamment ce qui figure sous l'étiquette des effets économiques dans une perspective macro-économique, constatera, peut-être avec une certaine stupéfaction, surtout s'il a l'esprit rompu à l'histoire économique et à l'histoire des idéologies, que les thèmes débattus aujourd'hui sont toujours les thèmes du 19 e siècle : la question du libre-échange, la théorie de la paupérisation, celle de l'armée de réserve industrielle, de la concentration, des crises ; les théories de la sousconsommation et du sur-investissement jouent aussi un rôle implicite, même si cela est rarement formulé explicitement. Et de nombreuses questions vues dans une perspective individuelle rappellent la théorie de la distanciation.

On a parfois l'impression que la véhémence des débats sur la mondialisation est inversement proportionnelle à sa nouveauté. Etant donné que ceux qui prennent part à ce vaste débat n'en ont apparemment pas conscience, le risque existe de faire sans cesse à nouveau les mêmes constatations et de retomber encore et encore sur les mêmes propositions.

Appréciation ambivalente

Il suffit de jeter un regard superficiel sur la liste des principaux effets de la mondialisation, qui sont aussi les plus débattus (tableau 2), pour s'apercevoir que la plupart d'entre eux sont ambivalents, objectivement ou subjectivement ou des deux points de vue. L'ambivalence objective présuppose que les Hommes sont d'accord pour considérer certains effets de la mondialisation avantageux ou désavantageux. Elle résulte de ce qu'un certain effet engendre des gagnants et des perdants ou de ce que les catégories touchées peuvent varier suivant les buts. Dans la perspective des gagnants, c'est-à-dire de ceux qui sont particulièrement intéressés à un objectif positif, la mondialisation est vue positivement, et inversement dans la perspective des perdants, c'est-à-dire de ceux pour lesquels un but visé négatif est ressenti comme particulièrement important. Il y a ambivalence subjective lorsqu'un même effet est ou peut être ressenti différemment d'un individu à l'autre, soit comme avantageux, soit comme désavantageux.

Ce sont surtout les effets économiques de la mondialisation qui sont objectivement ambivalents. Il y a des gagnants et des perdants et ceux qui sont particulièrement intéressés aux grands objectifs de la politique économique sont vraisemblablement très diversement touchés par la mondialisation. En revanche, la plupart des effets politiques, culturels et sociaux de la mondialisation sont affectés d'un degré d'ambivalence subjective. Le fait de juger positivement ou négativement un certain effet de la mondialisation et par conséquent de le vivre comme un gain ou comme une perte dépend des objectifs et des valeurs individuels.

Si tel est bien le cas, le débat sur la mondialisation aura le même sort que celui de bien d'autres discussions sociales. On discute explicitement de prétendus effets, d'effets supposés ou d'effets réels, alors que les critères d'appréciation, c'est-à-dire les buts et les valeurs, n'apparaissent qu'implicitement dans le débat. On clarifierait le débat en reconnaissant l'ambivalence de la mondialisation et en discutant explicitement des critères d'appréciation.

30 juin 2003 Numéro 25

Bibliographie:

- > G. Aschinger, Währungs-und-Finanzkrisen, Munich 2001
- > J. Bhagwati, Free Trade Today, Princeton 2002
- M. Feldstein and C. Horioka, Domestic Saving and International Capital Flows, Economic Journal, Vol. 90, 1980, p. 314-329
- > A.O. Hirschman, Abwanderung und Widerspruch, Tübingen 1974
- > S.P. Huntington, Le choc des civilisations, Editions Odile Jacob, Paris 1997
- > D.A. Irwin, Free Trade under Fire, Princeton 2002
- > Adolf-Jöhr Vorlesung 2000, St-Gall 2000
- > H. Kleinewefers, Globalisierungskritik I: Die Ängste der reichen Länder, Fribourg 2002
- > H. Kleinewefers, Globalisierungskritik II: Die internationale Wirtschaftspolitik und die armen Länder, Fribourg 2002
- > K.H: O'Rourke and J.G. Williamson, Globalization and History: The Evolution of a Nineteenth-Century Atlantic Economy, Cambridge (Mass.) 1999

ABREVIATIONS

AELE	Association	européenne	de lik	re-échange

CE Communautés européennes AME Accord monétaire européen

CEE Communauté économique européenne

UE Union européenne

UEP Union européenne des paiements

GATT Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

FMI Fonds monétaire international

ALENA Accord de libre-échange nord-américain
OTAN Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

ONG Organisation non gouvernementale

NGP Nouvelle gestion publique

OCDE Organisation de coopération et de développement économiques

OECE Organisation européenne de coopération économique
OSCE Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

ONU Organisation des Nations Unies
OMC Organisation mondiale du commerce